ANNONCE TRANSMISE
APPEL D'OFFRES - MARCHÉ PRIVÉ
DATE D'ÉMISSION : 26/06/2017 - 09:34

CONTENU DE VOTRE AVIS

NB : cet aperçu ne reflète que votre saisie.
Les organes de publication se réservent la possibilité de remettre en forme l'annonce définitive en fonction des impératifs d'édition.

Identification de l'organisme qui passe le marché : MME Marie Sumera, Responsable marchés, SE Ports du Détroit, 24 , bd des Alliés CS90283, 62105 Calais
Objet du marché : Etude globale d'organisation opérationnelle du service de remorquage du Port de Calais.

Cette étude est rendue nécessaire par l'extension du port au nord avec une surface mouillée de 90 hectares navigable, 65 hectares de terre pleins, et 3 nouveaux postes pour navires transbordeurs de 240m.
Durée du marché : Le délai d'exécution du marché est fixé à 2 mois à compter de la notification. aucune reconduction prévue
Nombre et consistance des lots : lot unique
Procédure de passation : PROCEDURE ADAPTEE RESTREINTE - APPEL A CANDIDATURE
Modalités d'attribution : critères pour le jugement de la candidature:
- capacités professionnelles et techniques (critère pondéré à 80%)
dont références pour des prestations similaires à l'objet de l'appel d'offres
CV des personnes affectées au projet
- capacités financières (critère pondéré à 20%)

nombre de candidats maximum pouvant être admis à présenter une offre: 3
justificatifs sollicités:
- La lettre de candidature ou modèle DC1 (imprimé disponible sur le site www.fiances.gouv.fr/minefi/entreprises/marches_publics/index.htm) ;
- La déclaration du candidat ou modèle DC2.(imprimé disponible sur le site www.fiances.gouv.fr/minefi/entreprises/marches_publics/index.htm) ;
- les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les cotraitants ;
- Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles 45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et 51 du CMP :
* Une déclaration dûment datée et signée selon laquelle le candidat ne fait pas l'objet d'une condamnation définitive pour les infractions visées articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne. ;
* déclaration sur l'honneur du candidat dûment daté et signée qu'il a satisfait aux obligations fiscales et sociales au 31/12 de l'année précédant le lancement de l'appel d'offres ou imprimé NOTI2 (imprimé disponible sur le site www.fiances.gouv.fr/minefi/entreprises/marches_publics/index.htm) ;
* Une copie du ou des jugements prononcés, si candidat est en redressement judiciaire ;
* Déclaration de non condamnation au bulletin n°2 du casier judiciaire au cours des 5 dernières années pour les infractions visées aux articles L.8221-1 à L.8221-2, L.8221-3 à L.8221-5, L.5221-8 à

L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 à L.8241-2 du Code du Travail ou imprimé DC1 ;
* Une déclaration dûment datée et signée selon laquelle le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics conformément aux articles 45 du CMP ou imprimé DC45 de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 et 51 du CMP ou extrait du registre pertinent ;
* En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, une déclaration sur l'honneur du candidat certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement ;
* une déclaration sur l'honneur du candidat sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L5212-1 à 5212-11 du code du travail relatifs aux travailleurs handicapés ;
* une déclaration sur l'honneur du candidat sur le respect de l'obligation d'égalité homme - femme conformément à la loi 2014-876 du 4 août 2014 ;

- Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du CMP :
* Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires relatif aux travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Les renseignements concernant les références professionnelles et les capacités techniques de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du CMP :

* Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
* Liste des études en relation à l'objet du marché, exécutées au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution. Ces attestations indiquent le montant, le maître d'ouvrage, l'époque et le lieu d'exécution et précisent si les travaux ont été exécutés selon les règles de l'art ;
* Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature.
* Fiche de présentation de l'équipe, indiquant les qualifications de chacun des membres, qui sera chargé du marché.
* Indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation envisagée.

* Tout renseignement permettant d'évaluer les capacités professionnelles, techniques du candidat.
En particulier :
Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'entité adjudicatrice. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.
Avant de procéder à l'examen des candidatures, l'entité adjudicatrice peut demander, dans le cas où les pièces réclamées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de quatre jours. Conformément à l'article 55 du décret 2016-360, les autres candidats ont la possibilité de compléter leur candidature dans le même délai.
aucune variante prévue
délai de validité des offres: 120 jours
Critères de sélection : critères de sélection des offres:
valeur technique des offres jugée sur la base de la note organisationnelle et méthodologique (critère pondéré à 55%)
prix des prestations (critère pondéré à 45%)
Date limite : date limite de remise des CANDIDATURES: mardi 11 juillet 2017 - 16:00
Renseignements divers : renseignements administratifs:
Marie Suméra - tél: 03 21 46 29 44
renseignements techniques:
Vincent Colaert - tél: 03 21 46 29 79 ou 06 08 46 41 67
Adresse Internet : aucun DCE à retirer.
Le DCE sera envoyé aux candidats sélectionnés (3 maximum)
Date d'envoi de l'avis à l'organisme de publication : date d'envoi: 26 juin 2017 - 16:00

DONNÉES NON PUBLIABLES À DESTINATION DES SUPPORTS DE DIFFUSION

Référence de l'annonce dans le module de publication : **3147041**

SUPPORTS DE PUBLICATION CHOISIS POUR CETTE ANNONCE

Votre annonce sera publiée comme suit :

Marchés Online Publication intégrale

Département : 62 - Pas-de-Calais